

## « Injuste et inefficace » : des élus demandent que la ZFE soit étendue à l'Ouest lyonnais

**L'extension du périmètre de la Zone à faibles émissions à l'Est apparaît injuste socialement à plusieurs groupes politiques de la Métropole de Lyon.**

Ce lundi 26 septembre, à l'occasion du conseil de la Métropole de Lyon, le sujet de l'extension de la Zone à faibles émissions (ZFE) à une partie du Grand Lyon a fait débat. Son président Bruno Bernard a eu beau se féliciter de voir que certains groupes politiques avaient modifié leur position de contre en abstention depuis le début de leur réflexion sur ce dossier, il n'est resté pas moins que l'extension pose encore des questions de fonds à nombre d'élus communautaires... et des questions souvent semblables, d'un côté de l'échiquier à l'autre. Et ce malgré un vote qui a entériné la décision

Lire aussi sur Tribune de Lyon : Lancement de la ZFE à Lyon : êtes-vous concerné par les restrictions ?

Christophe Geourjon (groupe Inventer la Métropole de demain) s'amusait d'ailleurs à remarquer qu'il partageait, au moment de prendre la parole, « nombre de remarques de mes collègues communistes et Insoumis »

Une contestation de l'extrême-gauche à la droite

Il n'était pas le seul : un peu plus tard, Philippe Cochet (LR, groupe Droite Centre et société civile) appuyait la même demande que l'Insoumis Laurent Legendre : trouver le moyen d'envoyer à chaque habitant concerné un courrier à domicile pour l'informer de ses obligations. En substance, les deux élus ironisaient à quelques minutes d'écart sur l'air de « puisque les caméras pourront lire les plaques et adresser des amendes, on peut bien utiliser le même listing pour écrire une lettre. »

Une manière de rappeler que le contrôle de la ZFE se fera notamment avec des caméras automatiques à lecture de plaque, qui arriveront en 2024. De quoi agacer souverainement le vice-président de la Métropole Jean-Charles Kohlhaas, qui rappelait qu'à ce jour, l'Etat avait dit non à ce partage de fichier, et était en attente de retour d'une sollicitation directe du préfet.

Lire aussi sur Tribune de Lyon : ZFE : ce que prévoit la Métropole de Lyon

Pourtant, les choix de l'exécutif lyonnais auraient pu être encore plus drastiques. Ce que David Kimelfeld (groupe Progressistes) relevait tout de même. « C'est avec une certaine satisfaction que nous avons découvert vos nouvelles propositions (...) Même s'il vous aura fallu attendre la fin de la concertation préalable pour finalement vous rendre compte que tout ce que l'on préconisait était effectivement attendu par nos concitoyens, je tiens tout de même à vous féliciter pour avoir su revenir sur des positions moins radicales ».

Une extension à l'Est périlleuse

Pour autant, le périmètre de l'élargissement lui-même posait question : par souci d'efficacité environnementale, celle-ci se fait quasi exclusivement à l'Est . Un point de tension puisque les foyers les plus pauvres sont à l'Est, et ceux avec davantage de moyens de changer de véhicules plus souvent, à l'Ouest.

Lire aussi sur Tribune de Lyon : ZFE : des objectifs plus contraignants pour l'Est du Grand Lyon

C'est « un périmètre particulièrement injuste et un projet inefficace sur certains points », calculait Christophe Geourjon. « Le revenu moyen dans ces 18 communes, en utilisant les données INSEE s'élève à 1616 euros mensuel. A titre de comparaison ce même revenu moyen s'élève à 2 260 euros mensuel pour les 43 communes non incluses dans les périmètres ZFE, soit un différentiel de presque 40 % ».

Une application en deux temps critiquée

En parallèle, Laurent Legendre (Insoumis) a demandé clairement l'inclusion d'une liste de communes dans le dispositif, car sinon, dans ce cas, « être riche, c'est être libre » : Francheville, Tassin, Ecully Saint-Cyr-au-mont-d'Or, Colonges-au-mont-d'Or, Champagne-au-mont-d'Or et Saint-Didier-au-mont-d'Or.

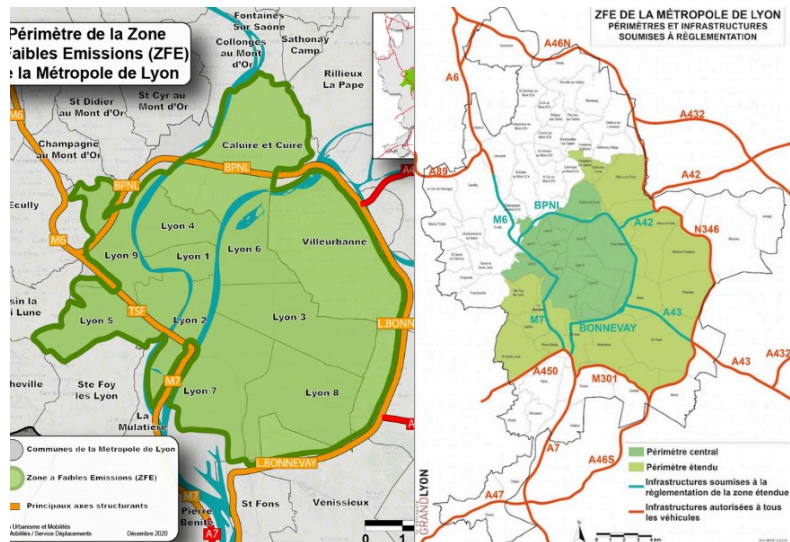
Drôle de retour de bâton pour Jean-Charles Kohlhaas et Bruno Bernard qui avaient choisi une sorte de « moins-disant » en découpant deux périmètres distincts soumis à des rythmes différents, au lieu de glisser toute la métropole dans la même contrainte d'un bloc, justifiant que ces dispositions seules permettraient d'atteindre les objectifs environnementaux fixés au départ.

« Le choix d'élargir à l'Est a justement été fait pour que ces habitants soient justement éligibles aux aides », a expliqué Jean-Charles Kohlhaas, ajoutant que les communes souhaitant adhérer le pourraient dans le courant de la concertation qui va s'ouvrir.

A lire également dans cette rubrique

Coupes budgétaires : la ministre de la Culture va voir Laurent Wauquiez en octobre

Insécurité à Lyon : Grégory Doucet rencontre les hôteliers-restaurateurs



<https://tribunedelyon.fr/wp-content/uploads/sites/5/2022/09/zfe.jpg>

Le périmètre central et le potentiel périmètre étendu de la Zone à faibles émissions (ZFE) © montage Tribune de Lyon



<https://tribunedelyon.fr/wp-content/uploads/sites/5/2022/09/rima-abdul-malak-ministre-culture-sciencespo-susiewaroude-6-768x512.jpg>



<https://tribunedelyon.fr/wp-content/uploads/sites/5/2022/05/eg-kohlhaas-bernard-photo-dg-768x512.jpeg>



<https://tribunedelyon.fr/wp-content/uploads/sites/5/2022/09/fdmzodex0aa2fpx.jpeg>



<https://tribunedelyon.fr/wp-content/uploads/sites/5/2022/09/camerawilliam-pham-2-768x513.jpeg>

*par David Gossart*

